

Votations

3

Monde du travail

5

Queer

12

À voir

15

Un fonds climat
qui ne suffira pas

Impunité patronale,
mortelle avidité

Prendre au sérieux
le risque génocidaire
anti-trans

Huit raisons
de regarder
Heated Tivalry

Ressemllement contre l'agression impérialiste contre le Venezuela, Genève, 3 janvier 2026

Édito

LES ÉTATS-UNIS CONTRE LE RESTE DU MONDE

Depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, l'impérialisme étasunien est en train de changer de forme.

Voyant son hégémonie sur l'ordre mondial contestée par la Chine, l'empire étasunien se prépare à l'affrontement – déjà économique, désormais géostratégique et indirectement militaire – avec la République populaire.

Mené au nom des « *intérêts américains* » (ceux du capital bien sûr !), ce repositionnement impérial agressif transforme durablement la géopolitique mondiale.

La croissance du pouvoir impérial chinois inquiète tout particulièrement les États-Unis, dont l'ensemble de la politique extérieure est désormais régi par le bras de fer contre l'expansion de la Chine.

Le délitement de l'hégémonie étasunienne a suscité une réaction nationaliste de Washington, qui a clairement rompu avec toute forme de multilatéralisme : le pays s'est désengagé, tant sur le plan diplomatique que financier, des principales organisations internationales de coopération économique, culturelle et scientifique (OMC, UNESCO, GIEC, OMS, etc.).

Le message est clair : la puissance américaine ne repose plus sur la recherche d'un semblant d'entente internationale, même en sa faveur comme ce fut le cas tout au long de sa phase multilatérale, mais sur sa seule force économique et militaire.

Début janvier, Donald Trump annonçait d'ailleurs une hausse budgétaire de 50 % pour l'armée d'ici 2027, visant les 1500 milliards de dollars.

L'enlèvement du président vénézuélien Nicolás Maduro, le 3 janvier dernier, illustre cette nouvelle doctrine où le recours à la force militaire ne s'embarrasse plus du

International

8

AVEC LE PEUPLE VENEZUELIEN, CONTRE L'IMPÉRIALISME

tout du droit international. Les pressions exercées contre le Mexique, le Canada ou surtout le Groenland, confirmées lors du discours au dernier WEF de Davos indiquent l'étape suivante du repositionnement impérial étasunien : constituer un « silo impérial » sur l'ensemble du continent américain.

L'objectif n'est plus d'étendre le marché, mais de verrouiller à la fois l'aspiration des ressources et les voies commerciales par la constitution de monopoles (tech, pharma, énergies, commerce maritime) sécurisés par une présence armée accrue.

Ce nouvel impérialisme inaugure un monde multipolaire militarisé, qui n'est pas officiellement en guerre mais duquel la recherche de « la paix » libérale a disparu.

Cette agressivité extérieure des États-Unis est aussi le miroir d'une conflictualité intérieure croissante. Les classes moyennes et populaires sont toujours plus précarisées sous la pression de l'inflation et de la stagnation des salaires. L'ICE poursuit des rafles racistes d'immigré·es, en n'hésitant pas à tuer celles et ceux qui s'interposent – transformant progressivement ce qui était une police de l'immigration en une force armée intérieure surpuissante, dotée de moyens colossaux et d'une autonomie croissante qui menace encore plus l'état de droit.

Face à cette dérive, l'amorce de nouveaux mouvements contestataires et l'élection de Zohran Mamdani à la mairie de New York incarnent le début d'un espoir d'une opposition frontale à l'administration Trump.

Dans ce contexte toujours plus conflictuel, l'agressif tournant impérial sur le plan extérieur sert alors de déversoir pour les contradictions de la société : la consolidation de la place dominante des États-Unis dans l'ordre international permettrait d'en faire retomber une partie des fruits (emplois industriels, domination économique limitant l'inflation et les déficits commerciaux, etc) sur la base sociale du camp trumpiste, sans mener pour autant de politique fiscale hostile au capital.

Pour faire bloc sur le plan extérieur, le pouvoir fédéral tente ainsi de canaliser vers l'extérieur une colère sociale qu'il ne cesse pourtant d'alimenter.

Antoine Dubiau

AGENDA

Genève

ME 18 FÉV.
LE FIL ROUGE : HOW TO BLOW UP A PIPELINE
Projection du film de Daniel Goldhaber, inspiré du livre d'Andreas Malm (USA, 2022, 99')
18 h 30 **Fonction Cinéma**
Org.: Jeunesse solidaire

Vaud

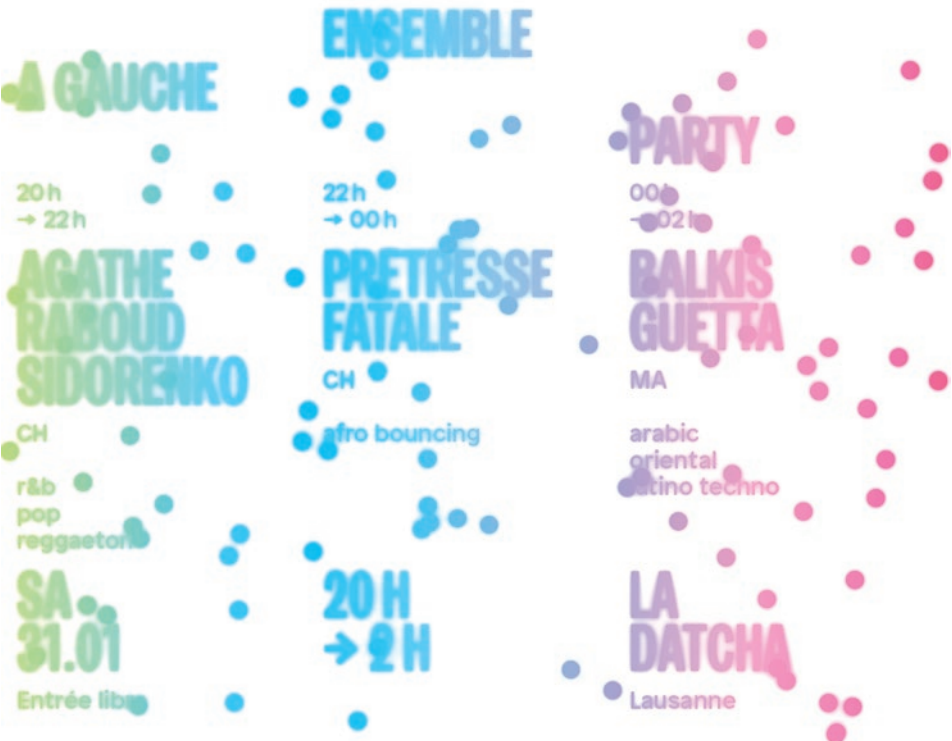
SA 24 JANVIER ET TOUS LES SAMEDIS
STAND AU MARCHÉ
Envie de participer à la campagne ?
→ vaud@solidarites.ch
10 h → 14 h **Place du 14-Juin**

SA 21 FÉV.
DRAGSHOW
Dans le cadre de la campagne électorale d'EàG Vaud
18 h **Base Bar, Lausanne**

RÉCOLTES DE SIGNATURES DU RÉFÉRENDUM CONTRE L'ASSOUPLISSEMENT DES RÈGLES D'EXPORTATION DE MATÉRIEL DE GUERRE

JANVIER	
SA 24	10 H → 12 H
Pesieux (Migros) Bienne (marché)	
JE 29	17 H 15 → 18 H 15
Yverdon (gare)	
SA 31	10 H → 12 H
Neuchâtel (marché)	
FÉVRIER	
JE 5	17 H 15 → 18 H 15
Yverdon (gare)	
SAMEDI 7	10 H → 12 H
La Chaux-de-Fonds Fleurier Yverdon (gare)	

Infos et inscriptions: kreigsmaterial-referendum.ch



REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur·ice·x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde ? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidarités!
→ solidarites.ch/rejoignez-nous

AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous ! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé !
→ Sur notre site : solidarites.ch/abonnements
→ Par Twint, en scannant ce QR code



Impressum
Éditeur
Journal solidarités
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E journal@solidarites.ch
W solidarites.ch/journal

Tirage
5 000 exemplaires
17 n° par an
Comité éditorial
Nadia Badocci
Clément Bindschadler
Antoine Dubiau
Guillaume Matthey

Noémie Rentsch
José Sanchez
Leon Volet
Relacteur
Luna Allouix
Pierre Conscience
Nathalie Delbrouck
Anouk Essayd
Pierre Raboud

Zélie Stauffer
Françoise Wos
Maquette et mise en page
Nils Wehrspann
Couverture
Photo: Eric Roset

Abonnements
Annuel
Étudiant·es, chômeur·s·euses, AVS/Al...
Soutien
3 mois à l'essai
Pour payer : CCP 17-216950-1
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1
Demandes d'abonnement et changements d'adresse :
→ abos@solidarites.ch
fr. 80
40
150
Gratuit!

Contacts régionaux du mouvement
Genève
25, rue des Gares
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E info@solidarites.ch
W solidarites.ch/geneve

Neuchâtel
Case postale 3105
2001 Neuchâtel
T +41 79 473 83 81
E ne@solidarites.ch
W solidarites.ch/ne

Vaud
5 place Chauderon
1003 Lausanne
T +41 79 402 28 74
E vaud@solidarites.ch
W solidarites.ch/vaud

UN FONDS CLIMAT QUI NE SUFFIRA PAS

Pour financer une politique climatique plus ambitieuse, les Vert-es et le Parti socialiste proposent la création d'un « fonds climat », alimenté par des ressources de la Confédération. L'idée : mobiliser 4 à 8 milliards par an afin de financer des mesures concrètes de lutte contre le réchauffement climatique. solidarités soutient cette initiative, tout en soulignant certaines faiblesses.

Le 8 mars 2026, le peuple suisse votera sur l'initiative « Pour une politique énergétique et climatique équitable : investir dans la prospérité, le travail et l'environnement (initiative pour un fonds climat) ». L'objectif affiché est clair : agir maintenant, en investissant massivement – 0,5 à 1 % du PIB – dans des secteurs clés de la lutte contre le réchauffement climatique, tout en renforçant simultanément l'approvisionnement énergétique du pays.

Investir maintenant et localement

Ce fonds climat permettrait de financer une série de mesures écologiques comme la rénovation énergétique des bâtiments, le développement des énergies renouvelables, la décarbonation des transports, le soutien à la formation de professions indispensables à la bifurcation écologique ou encore la préservation de la biodiversité, indissociable de la crise climatique.

Les initiant-es invoquent une responsabilité historique. Les générations précédentes ont investi dans de grands projets d'envergure : les tunnels du Gothard et du Lötschberg, les barrages hydrauliques et le dense réseau ferroviaire que l'on connaît. Il serait désormais temps, pour les nouvelles générations, de prendre leurs responsabilités en investissant à nouveau massivement dans la lutte contre le dérèglement climatique. Plus tard sera trop tard.

De plus, l'initiative prévoit que ce fonds ne soit pas soumis au frein aux dépenses, ce qui garantit une sécurité des investissements, même en période d'austérité budgétaire.

Un soutien nécessaire aux travailleur-ses

La bifurcation écologique nécessite de former des travailleur-ses spécialisé-es. L'initiative prévoit ainsi un soutien financier à la formation continue, afin de permettre la reconversion professionnelle et la formation des travailleur-ses. Les principaux syndicats du pays saluent et soutiennent d'ailleurs le texte.

Toutefois, il est regrettable que ce soutien ne s'étende pas explicitement à l'ensemble des travailleur-ses qui font déjà face aux conséquences du dérèglement climatique, dans les secteurs du bâtiment, de l'agriculture, de la voirie, etc. La justice climatique passe aussi par une protection de celles et ceux qui en subissent déjà les effets.

Quelques bémols

Malgré un texte globalement intéressant, plusieurs éléments viennent griser le tableau.

L'initiative mentionne un soutien à des projets d'extraction et de captation du CO₂. Or, ces technologies relèvent largement du mythe technosolutionniste [croyance selon laquelle les crises environnementales peuvent être résolues par des innovations techniques sans remettre en cause le capitalisme et les rapports de pouvoir qui les ont engendrées – ndlr]. Elles servent surtout d'alibi aux multinationales de l'industrie fossile, en faisant miroiter une solution miracle qui permettrait de continuer à produire et à polluer, sans remise en cause réelle du mode de production capitaliste. En réalité, le captage du CO₂ est une technologie coûteuse, énergivore, marginale à l'échelle des besoins et détourne l'attention de l'essentiel : la réduction directe et rapide des émissions de gaz à effet de serre, à la source.

Enfin, comme le fonds serait alimenté au niveau fédéral, il est important de souligner que 32 % des

recettes de la Confédération proviennent aujourd'hui de la TVA, un impôt indirect basé sur les biens de consommation que tout le monde paye au même prix et non sur l'inégale répartition de la richesse au sein de la population.

Une réponse imparfaite à l'échec de la loi CO₂

Cette initiative fait suite au rejet par la population de la révision de la loi CO₂ en juin 2021. Les Vert-es et le Parti socialiste proposent une réponse qui restera imparfaite puisqu'elle s'inscrit dans les institutions et logiques capitalistes actuelles.

Le texte bénéficie du soutien de leurs jeunesses de parti, des syndicats, du Parti évangélique et de nombreuses associations écologistes. En face, le camp de la droite libérale, emmené notamment par le ministre Albert Rösti, chef du Département de l'environnement et ancien lobbyiste du pétrole et de l'automobile, s'oppose une fois de plus à toute politique climatique ambitieuse.

Pour une transition écologique réellement juste

L'initiative pour un fonds climat propose des investissements publics massifs pour lutter contre l'urgence climatique mais elle reste insuffisante. Sans justice fiscale, sans remise en cause du pouvoir des industries polluantes, sans planification démocratique des investissements, elle restera prisonnière d'un capitalisme vert incapable de répondre à l'ampleur de la crise.

Voter *oui* reste primordial, ne serait-ce que parce que les investissements nécessaires pour la rénovation des bâtiments ou encore le développement des transports publics manquent et sont attaqués chaque fois que des budgets doivent être votés...

Angela

Action de lancement de la récolte de signatures de l'initiative, Berne, 22 septembre 2022





Visite guidée de la Banque nationale suisse lors des célébrations des 175 ans de la Constitution, Berne, 2023

National Votations Économie

ARGENT LIQUIDE, MYTHE ET RÉALITÉS

Le 8 mars prochain sera soumise au vote l'initiative intitulée « L'argent liquide, c'est la liberté » déposée par le Mouvement suisse pour la liberté. Ce mouvement, dirigé par Richard Koller, ancien membre de l'UDC, était également à l'origine de l'initiative contre l'obligation vaccinale refusée en votation populaire.

Cette initiative, intitulée de façon explicite « Oui à une monnaie suisse libre et indépendante sous forme de pièces ou de billets » vise deux objectifs. Le premier veut inscrire dans la Constitution la disponibilité de l'argent liquide. Actuellement, cette question est traitée au niveau de la loi sur la Banque nationale (BNS). Le second exige que soit soumis au vote populaire tout remplacement du franc suisse par une autre monnaie.

Les Chambres fédérales opposent un contre-projet à cette initiative en inscrivant également dans la Constitution les deux principes défendus par les initiant·es, à savoir que la monnaie suisse est le franc et que la BNS assure l'approvisionnement en numéraire. Cette

initiative nationale-conservatrice a été lancée face à la crainte de voir disparaître l'argent liquide pour les transaction financières et prend les devants en cas d'un hypothétique passage du franc à l'euro.

Le développement exponentiel des paiements électroniques

Depuis une trentaine d'années, nous assistons à un développement considérable des moyens de paiement sous forme électronique : cartes de crédit, virements bancaires etc. Actuellement selon les données de la BNS, seuls 30 % des paiements s'effectuent en liquide.

Il n'existe aucune obligation légale garantissant de pouvoir payer en espèces. En revanche des commerçant·es peuvent refuser des

paiements par cartes de crédit, ceux-ci entraînant des frais de transaction. Le développement des transactions électroniques s'est adossé à la numérisation et à l'extension de l'informatique, en particulier avec l'évolution des applications sur téléphones portables. Ces processus ont été à la source de plus-values considérables pour les banques en leur permettant des gains de productivité importants avec les suppressions de postes liés au back-office.

Avantages et inconvénients du cash

L'avantage de l'argent liquide porte sur deux aspects principaux. Le premier, il assure l'anonymat presque complet et empêche le traçage des paiements et des personnes. Il per-

met aussi à des personnes précaires qui ne veulent ou ne peuvent utiliser d'autres moyens de paiement d'assurer leurs besoins au niveau de la consommation. Pensons, par exemple, aux personnes sans statut légal. Le second, en cas de crise bancaire majeure ou de panne énergétique et informatique, il permet de garantir une certaine autonomie de paiement.

En revanche, l'anonymat des transactions favorise le recyclage d'argent et toutes sortes de trafics, ainsi que la corruption. On pense ici à l'argent en provenance du trafic de substances illégales qui peut plus facilement se recycler dans l'économie légale avec l'argent liquide. Ou encore aux paiements de pots-de-vin pour influencer des agents publics ou obtenir des marchés publics.

Pas de garantie pour l'utilisation des liquidités

Les débats parlementaires autour de l'initiative et du contre-projet montrent qu'il n'existe actuellement aucune volonté politique d'aller dans le sens d'une suppression de l'argent liquide. En revanche, les développements des outils numériques font que la place de l'argent liquide sera de plus en plus réduite dans le trafic des paiements avec, pour corollaire, une surveillance accrue possible sur les individus. Ni l'initiative, ni le contre-projet n'imposent la garantie de la possibilité du paiement en argent liquide pour les commerces, ils n'exigent que sa disponibilité. De fait si les entreprises et les commerçant·es imposent de payer par voie électronique, la part de l'argent liquide se réduira à la portion congrue.

Enfin, n'oublions pas que l'argent, liquide ou électronique, est l'expression de la valeur des biens et des marchandises et, en même temps, marchandise qui s'échange et sur lequel on peut spéculer. Des fortunes considérables se sont ainsi constituées grâce à la spéculation sur les monnaies.

Nous appelons donc à rejeter l'initiative et son arrière-plan national-conservateur : le franc comme symbole de la Suisse et de la liberté (!) et à accepter le contre-projet qui assure la disponibilité de la monnaie liquide.

Cependant ne nous y trompons pas, ni l'une ni l'autre n'introduit l'obligation d'accepter les paiements en argent liquide ce qui permettrait un véritable choix et... une certaine liberté !

Bernard Clerc

MORTELLE AVIDITÉ

Après le temps de la tristesse et du recueillement vient le moment des interrogations et d'une compassion radicale. Le drame de Crans-Montana ne doit pas être attribué à un particularisme local. Au contraire, il illustre les conséquences de l'impunité patronale généralisée en Suisse.

En Suisse la critique patronale de « l'inflation » de réglementations publiques, des contraintes étatiques et des « obstacles » au fonctionnement des activités économiques est une antienne, tant du côté de la grande industrie que du côté des petites entreprises. La faiblesse et le manque de contrôles en vigueur dans le pays équivalent à une impunité patronale, surtout dans les secteurs des services et en particulier dans la restauration et l'hôtellerie.

Dans certains cantons, le secteur du tourisme a bénéficié de forts appuis politiques des forces conservatrices. Les copinages, les intérêts multiples et convergents ont créé un tissu ultralibéral. Mais en s'appuyant sur un contexte national qui permettait et valorisait cette orientation économique.

Trop d'État? Pas assez de liberté?

Quelques exemples parus dans la presse romande ces dernières semaines décrivent un paysage édifiant et inquiétant. Durant plus de 20 ans, un « système » d'arrangements dans l'attribution de marchés publics s'était installé dans le canton de Neuchâtel. Les contrôles ont été soit inexistants, soit allégrement contournés. Ce système s'est installé dans le milieu des affaires et était connu par certains cercles d'avocat·es et de politicien·nes. Les apéritifs n'étaient pas uniquement des moments festifs.

Le non-respect des normes de sécurité et l'absence de contrôles ont été plus dramatiques dans le canton de Vaud avec l'effondrement en 2024 d'un échafaudage d'un grand chantier à Prilly, surveillé par la SUVA (assurance s'occupant de la sécurité sur les lieux du travail en Suisse). Bilan : 3 morts et 5 blessés graves. Le rapport d'expertise publié est accablant : « L'échafaudage

qui s'est effondré ne respectait absolument pas les normes en vigueur ni les règles de l'art ni encore les prescriptions des fournisseurs ».

Dans le cas du Constellation de Crans-Montana, le patron avait déjà été dénoncé par ses employé·es, il y a quelques années, pour non-respect des horaires de travail, des heures de repos et pour le travail de nuit non-payé. Selon le président de Crans-Montana, la commune était correctement dotée en personnel pour effectuer les contrôles. Cette situation n'est pas vérifiée par les chiffres. En 2025, seuls 40 établissements sur les 128 ont eu droit à une visite d'inspection périodique, soit moins d'un tiers.

Les profits avant la prévention

Pas ou très peu d'État dans tous ces cas. Laissons faire. Place à « l'autorégulation ». Chacun·e sait ce qu'il a à faire. Vraiment? Alors pourquoi les obligations relatives au versement des salaires et des assurances sociales, au respect des horaires de travail, du repos, des conditions d'hygiène et de sécurité ne sont-elles pas « naturellement » respectées par les employeur·ses? Parce que dans un système économique ultralibéral, ces exigences passent au dernier rang face à l'avidité financière, des actionnaires aux petit·es patron·nes. En position de maître·esses du jeu, iels imposent leurs règles de classe. Nous d'abord, nous verrons ensuite pour les autres. Et tant pis pour les conséquences. La tragédie est alors invoquée pour couvrir les malheurs.

La Confédération est un royaume pour les classes dominantes dans tous les domaines. L'environnement économique et financier est parmi les plus libéraux du monde. Les droits des salarié·es

sont minimes et très souvent entravés par la toute-puissance patronale, quelle que soit la taille de l'entreprise. « La sécurité au travail est sous-estimée en Suisse » titrait justement le quotidien *Le Temps* le 12 janvier.

Des droits et des moyens

Dans une telle situation, défendre des droits humains et sociaux pour le monde du travail devient ardu. Les employé·es sont au premier rang pour voir où mènent ces abus et ces passe-droits qui les transforment aussi en victimes. Rien qu'en 2024, le canton du Valais a connu 10 700 accidents professionnels dont 692

graves. Avec un taux d'accident de 8,4 pour mille, il dépasse de 35 % la moyenne en Suisse romande.

À cela s'ajoute la volonté permanente de réduire le personnel des services publics par la droite libérale. Immanquablement cela a des conséquences dans le domaine de la prévention et des contrôles. Ainsi par manque de personnel, l'inspection du travail a visité 20 555 entreprises en 2024, contre 24 318 en 2022, soit 16 % en moins en 2 ans. La tendance est évidente.

Les coupes annoncées dans les services de soin aux grands brûlés, comme dans d'autres soins, montrent l'ordre des priorités. Si les employé·es ne sont pas respectés dans leurs droits, notamment pour la sécurité, on imagine bien que cette attitude peut s'étendre à toute l'activité d'un établissement, dont l'exposition de la clientèle à des risques sanitaires ou sécuritaires.

Élargir et protéger les droits du monde du travail sur tous les sujets, y compris sur les conditions de sécurité, devient une nécessité... vitale.

En France existent des comités sociaux et économiques qui veillent à la santé, la sécurité et les conditions de travail. Ses délégué·es sont protégé·es contre le licenciement. Un tel outil mériterait d'être repris par le monde syndical suisse.

José Sanchez

La qualité de la réponse des services hospitaliers suisses au drame de Crans-Montana a été saluée. Pourtant, au niveau fédéral, la droite vide l'initiative « Pour des soins infirmiers forts » de sa substance, notamment sur le volet des conditions de travail. Dans le canton de Vaud, les employé·es du CHUV sont descendu·es massivement dans la rue fin 2025 contre les coupes prévues dans la santé. Manifestation du secteur public, Lausanne, 15 décembre 2025.



LA JEUNESSE EN LIGNE DE MIRE DES POLITIQUES AUSTÉRITAIRES

La vague de coupes étatiques qui s'abat actuellement sur la Suisse romande prend des formes diverses. Toutes sont profondément antisociales, mais nous constatons, çà et là, des spécificités cantonales. À Genève, les premières victimes sont les jeunes, et cela pose question.

Les conditions de vie de la jeunesse genevoise sont déjà préteritées par plusieurs facteurs : durcissement de l'assurance-chômage (prolongation de la durée de latence nécessaire pour toucher des prestations avec une diminution simultanée de la durée de l'aide pour les 18-25 ans et les personnes sortant de formation), saturation et prix élevés du marché immobilier, parcours d'études toujours plus long, suppression de nombreux lieux de culture alternative. Pourtant, la jeunesse genevoise se retrouve à nouveau dans le viseur de la droite

Moins de revenus, plus de taxes

Tout d'abord, le Grand Conseil a voté, le 31 octobre dernier, un projet visant à réduire de 25 % le salaire minimum des étudiant·es pendant les vacances scolaires. Afin de pouvoir activer cette baisse dès l'été 2026, la droite a décidé de soumettre celle-ci en votation à travers un référendum obligatoire. Cette procédure a été ajoutée à la constitution genevoise lors de sa refonte de 2012. Elle permet au parlement, avec une majorité de 2/3, de demander qu'un objet venant d'être voté (par le parlement lui-même) soit

soumis au référendum, et donc au vote populaire, dans les plus brefs délais. Ceci permet, au parlement, d'imposer son agenda et d'éviter le délai induit par un référendum et la récolte de signatures associée. De même, si la récolte de signatures peut être éreintante, elle constitue aussi une partie non négligeable des campagnes usuelles d'oppositions aux objets votés au parlement.

Le réduction du salaire minimum sera donc l'un des objets de votation du 8 mars prochain. Alors que le patronat reconnaît volontiers que les jobs d'été sont utiles pour remplacer les salarié·es en vacances, les étudiant·es qui doivent maximiser ces périodes pour équilibrer leur budget vont se retrouver encore davantage en difficulté.

Du côté des Hautes écoles, ce sera la triple peine. Touché·es comme étudiant·es par cette mesure, ils et elles ont déjà vu leurs taxes semestrielles augmenter fortement à la rentrée 2025. Pour parfaire le tout, le Grand Conseil vient de voter une baisse de 2 millions pour les HES genevoises. Porté par la Jeunesse socialiste, solidarité, les syndicats étudiants et d'autres mouvements et associations, un référendum est en cours de récolte.

Le Workfare arrive à Genève!

Enfin, le grand classique des attaques contre les jeunes à l'aide sociale est de retour, avec cette fois-ci la PLR Natacha Buffet-Desfayes à la manœuvre. Son postulat est que les jeunes seraient trop confortablement installé·es à l'aide sociale et qu'il faudrait introduire une différence de minimum vital entre les personnes en formation et celles sans activité.

Présidente de la commission sociale, M^{me} Buffet-Desfayes avait pourtant voté une loi, entrée en

vigueur il y a un an, qui supprimait cette inégalité entre jeunes qui avait cours jusqu'en 2024. Le constat, au moment de cette suppression, était que cette diminution de prestation ne permettait en rien une amélioration de la situation des jeunes « décrocheurs ».

L'élue PLR va d'ailleurs encore plus loin en déposant un projet de loi qui obligerait les 18-25 ans au bénéfice de l'aide sociale à exercer du bénévolat. Une armée de travailleur·ses payé·es au minimum vital pour combler les manques à gagner des baisses d'impôts successives. Complètement irréaliste dans sa pratique, le projet pourra tout de même candidater au musée des caricatures.

Nous le voyons avec ce dernier exemple : la jeunesse n'est qu'un mot, pour reprendre la citation de Pierre Bourdieu. Toutes les étudiant·es n'ont pas besoin de travailler ardemment pendant leurs vacances pour éviter la précarité. Cela dépend de leur classe sociale. La preuve, les 18-25 ans bénéficiant de l'aide sociale genevoise sont 43 % à avoir leurs parents également aux minima sociaux. Pourtant, cette catégorie d'âge est objectivement plus visée par les attaques antisociales, à Genève comme ailleurs.

Gen Z +4122

Plusieurs éléments peuvent nous aider à comprendre cela, et notamment la faible participation des jeunes aux processus électoraux. Lors du second tour de l'élection complémentaire au Conseil d'État du 19 octobre dernier, 20,5 % des 18-39 ans ont pris part au vote, contre 44,5 % des 65 ans et plus. Votant moins, ils et elles sont également moins nombreux·es à être élu·es.

Privilégiant d'autres formes d'engagement et des thématiques plus universelles selon les sociologues contemporains, la jeunesse commence néanmoins à se montrer de plus en plus présente sur les thématiques sociales, à l'exemple du suivi massif de la grève anti-austérité des camarades vaudois·es à l'Unil.

Après un creux générationnel, nos organisations politiques se voient également renforcées par l'arrivée de la Gen Z. Construite dans les mouvements climats et féministes, puis dans le mouvement de solidarité avec la Palestine, elle constituera le moteur des futures mobilisations anti-austérité qui se joueront ces prochaines années.

Guillaume Thion

Cortège du 1^{er} Mai 2025, Genève





De gauche à droite :
Léonie Kovaliv,
Guillaume Matthey,
Johann Dupuis,
Julien Nagel et
Franziska Meinherz
sont candidat·exs
à la Municipalité de
Lausanne. Agathe
Raboud Sidorenko
est la candidate
d'Ensemble à Gauche
Vaud à l'élection
complémentaire
au Conseil d'État.

LAUSANNE RÉSISTE !

L' alliance rose-verte à la tête de la Municipalité de Lausanne depuis près de 40 ans n'offre aucune réponse aux défis actuels : les inégalités et la précarité augmentent, la crise écologique s'aggrave, les services publics souffrent face aux coupes budgétaires...

Nos candidat·exs à la Municipalité vont défendre un programme qui s'oppose à cette désinvolture, notamment :

- Un quota d'au moins 50 % de logements d'utilité publique dans tous les plans d'affectation.
- Des espaces de consommation sécurisés ouverts 24 h/24, sans condition d'accès.
- La création d'une instance indépendante pour pouvoir déposer plainte contre la police.

Vaud Élections

UNE CAMPAGNE ANTI-AUSTÉRITAIRE À TOUS LES NIVEAUX

Le 8 mars 2026 auront lieu le premier tour des élections communales ainsi que l'élection complémentaire au Conseil d'État, organisée après la démission de la conseillère d'État PS Rebecca Ruiz. Ces échéances interviennent dans un contexte politique particulièrement chargé. Il y a quelques semaines, le canton adoptait un budget 2026 marqué par des coupes massives, malgré une mobilisation sociale d'une ampleur inédite.

En décembre 2025, fidèle à sa « politique des caisses vides », le Conseil d'État et sa majorité de droite ont imposé un budget d'austérité frappant de plein fouet la santé, l'éducation, le social et la culture. Suppressions de postes, dégradation des conditions de travail, recul des prestations publiques : les conséquences concrètes de ces choix vont se faire très vite ressentir.

Contre l'austérité organisée

Pourtant, cette austérité n'a rien d'inévitable et s'inscrit dans une politique de long terme qui privilégie les cadeaux fiscaux aux plus riches et aux multinationales. À quoi s'ajoute une complaisance envers les mécanismes de plafonnement – le fameux bouclier fiscal – et des baisses de l'impôt pour les plus riches. En réduisant volontairement les recettes de l'État, la droite et le patronat créent les déséquilibres qui servent ensuite à justifier de nouvelles coupes au sein

de discours catastrophistes, exagérant par là-même la gravité de la situation – la dette brute du canton étant en réalité historiquement basse et la fortune nette de l'État restant largement positive après la prise en compte de l'ensemble de son patrimoine.

Les déficits brandis pour justifier les coupes sont donc le produit de choix politiques et comptables, et les combattre ne relève pas d'une nécessité économique. Dans ce contexte, il n'est ni juste ni acceptable que les salarié·exs et la population paient le prix de déficits qu'ils n'ont pas causés.

L'importance d'une candidature au Conseil d'État et aux communales

Les coupes imposées par le Canton mettent sous pression les budgets locaux et menacent des domaines essentiels tels que celui de la petite enfance, du logement social, de la culture ou encore de la transition écologique. Les communes se re-

trouvent ainsi en première ligne face à l'austérité, contraintes de gérer les conséquences de décisions prises ailleurs.

Par leur proximité avec la population et les travailleur·sexs des services publics, les communes disposent de leviers concrets pour s'opposer à cette logique. Mais pour refuser des budgets injustes, défendre des prestations publiques fortes, développer des politiques ambitieuses de logement, de mobilité et de solidarité, soutenir les mobilisations locales, il faut des élu·exs dans les conseils communaux qui défendent cette orientation.

Pour porter un programme radicalement écosocialiste et solidaire à ce niveau, ce sont plus de 200 candidat·exs qui se présentent sur les listes des organisations membres d'Ensemble à Gauche Vaud aux élections communales.

Pour renforcer ce front et articuler les niveaux cantonal et communal, Ensemble à Gauche présente la candidature d'Agathe Raboud

Sidorenko pour l'élection complémentaire au Conseil d'État, sous le slogan « la solidarité, pas l'austérité », pour un renforcement des services publics à la hauteur des besoins. Rappelons que de nombreux·sexs député·exs des Vert·es et du PS ont voté le budget austéritaire de la droite et que leurs Conseiller·èrexs d'État n'ont pas rompu la collégialité, malgré une mobilisation historique. Agathe Raboud Sidorenko ne se privera pas de la rappeler...

Répondre urgemment aux besoins de la population

Notre programme est celui de la majorité de la population. Nous voulons une politique qui rompe avec la logique des coupes budgétaires. Nous le répétons : la santé des finances cantonales et communales est au beau-fixe.

Le canton et les communes doivent changer de cap. Il est plus que jamais nécessaire d'engager massivement du personnel, de revaloriser les salaires des soignant·exs, éducateur·icexs, travailleur·sexs sociaux·alexes et d'augmenter les budgets et subventions dévolus aux formations santé-social afin de lutter contre la pénurie de personnel qualifié.

Seul un renforcement des services publics est à même de répondre aux besoins fondamentaux du plus grand nombre.

Avec Ensemble à Gauche, nous portons la voix de ceux qui luttent et faisons vivre une gauche combative !

Amaya Térance Durig Julien Nagel

AVEC LE PEUPLE VÉNEZUÉLIEN, CONTRE L'IMPÉRIALISME

Après l'agression impérialiste étasunienne contre le Venezuela, comment comprendre la transformation du chavisme en une dictature néolibérale au discours de gauche, dénommé « madurisme » ? Et qui est la nouvelle présidente Delcy Rodríguez ? Dans cet entretien, Luis Bonilla-Molina, universitaire et militant vénézuélien revient sur l'histoire du processus bolivarien et livre quelques interprétations de ce qu'il appelle « une révolution frustrée ».

Pouvez-vous rappeler la séquence qui a mené Hugo Chávez au pouvoir en 1998 au Venezuela et ses conséquences ?

Il est important de faire la distinction entre Chávez et le chavisme. En 2004, dans un livre que j'ai écrit, je décrivais qu'il y avait deux Chávez. Le premier était une construction collective forgée dans les rues et les chemins, dans les plaines et les montagnes, à laquelle chaque jour s'ajoutaient de nouvelles caractéristiques, celles que le-la citoyen-ne commun-e attendait d'un homme politique engagé pour le bien-être social, ou celles que les militant-es attendaient d'un leader révolutionnaire. Le second, qui habitait Miraflores (le palais présidentiel), était un militaire rebelle, apprenti révolutionnaire, courant derrière l'image du Chávez collectif pour y ressembler et être à la hauteur du moment historique. Ce drame du leadership chaviste l'a accompagné jusqu'à sa mort.

Cette figure littéraire m'est utile pour expliquer que le chavisme a toujours été plus que Chávez : c'est la synthèse de la tendance historique et culturelle de résistance, d'insoumission et de justice, qui a souvent manqué d'un leader pour l'unifier et le diriger, mais qui a accumulé une expérience importante de résistance face au pouvoir.

L'émergence de Chávez en tant que sujet politique est le résultat, et fait partie, de la crise structurelle du modèle capitaliste vénézuélien.

Cette crise éclate en février 1983, avec le « vendredi noir », qui met en évidence l'épuisement du modèle de rentabilité de l'accumulation bourgeoise, du système interclassiste de contrôle social et des représentations politiques qui avaient soutenu la démocratie depuis la révolution démocratique-bourgeoise de 1958.

Cette crise se transforme en rupture au sein de l'État vénézuélien avec le *Caracazo* [définitions en page 10] de 1989, qui rompt avec la notion de peuple, comme expression du consensus social sur la légitimité de l'institutionnalité existante. C'est à partir de ce moment que les militaires apparaissent comme des sujets politiques, avec les rebellions du 4 février et du 27 novembre 1992. La crise de 1983 a détruit en moins d'une décennie le modèle de bien-être social construit dans les années 1970 grâce à l'augmentation des prix du pétrole.

Après l'essor des protestations anti-globalisation au début des années 2000, ce mouvement s'est affaibli une décennie plus tard. Cela a-t-il marqué une transition vers la présidence de Maduro ?

Chávez et son programme politique et idéologique se sont exprimés dans l'Agenda alternatif bolivarien (1997), qui était la proposition d'un autre modèle d'interclassisme, avec une démocratie radicale, mais surtout d'un affrontement avec la bourgeoisie qui avait construit un

modèle d'économie dépendante et néocoloniale ayant affecté la vie quotidienne de la population.

Chávez a mené sa campagne électorale avec le soutien de divers secteurs de la société, de la gauche et d'une partie de la bourgeoisie nationaliste. C'est pourquoi il a brandi les bannières du capitalisme humain et de la troisième voie.

Après l'élection, le processus constituant de 1999 a permis l'adoption de la loi sur les terres qui visait à mettre fin au *latifundio* et la reprise de la compagnie pétrolière d'État, qui, bien que nationalisée, fonctionnait comme une entreprise privée selon le modèle de l'accumulation rentière. Ces avancées lui ont aliéné le secteur bourgeois qui l'accompagnait. Celui-ci a organisé le coup d'État de 2002, avec la Fédération des chambres de commerce (FEDECAMARAS), la bureaucratie de la Centrale des travailleurs vénézuéliens (CTV) et les militaires qui ne partageaient pas son leadership. Cela l'a éloigné du pouvoir pendant trois jours (11-13 avril).

Chávez a pu reprendre le pouvoir grâce à une large mobilisation populaire. Le moment de la plus grande fusion entre le peuple et son leadership a été atteint cette année-là, qui marque le point culminant de la fusion entre Chávez et la tendance historique rebelle qui a pris le nom de chavisme. Cependant, certains secteurs minoritaires de la gauche radicale ne l'ont pas suivi,

et la base sociale de l'antichavisme s'est cristallisée autour de la classe moyenne et des riches.

Le problème, c'est qu'en perdant le soutien de la bourgeoisie, Chávez se retrouve face à la difficulté de trouver comment remplacer le flux de la rente qui permettait l'accumulation bourgeoise dans un pays dont l'économie reposait sur l'importation. C'est à partir de 2002 que le drame de la révolution bolivarienne commence, alors que le pays navigue entre deux eaux. D'une part, la fusion entre Chávez et le chavisme marque le début de la construction du pouvoir populaire et du soutien aux formes d'organisation de base, qui aboutira à l'idée de pouvoir communal et d'État communal, qui n'a jamais été pleinement déployé. D'autre part, Chávez a initié de manière souterraine le projet économique de la révolution bolivarienne, qui n'était autre que de constituer par étapes une nouvelle bourgeoisie, en phase avec les objectifs de son leadership et le projet de pays contenu dans la Constitution de 1999. Cette dualité de projets exprimait une nouvelle forme d'interclassisme.

Cependant, la nouvelle bourgeoisie bolivarienne, mise en évidence par la crise bancaire de 2009, au cours de laquelle certains ex-militaires et proches de Chávez ont montré qu'ils étaient passés du statut d'employés de l'État à celui de

La présidente par intérim du Venezuela Delcy Rodríguez lors de son premier Conseil des ministres à ce poste, Caracas, 4 janvier 2026



propriétaires de banques, a commencé à considérer le pouvoir populaire qui se radicalisait dès 2005 comme une menace, notamment par la définition de la révolution bolivarienne comme le socialisme du 21^e siècle. Chávez jouait à maintenir l'équilibre entre ces deux projets, le populaire-socialiste et le bourgeois, en pariant davantage sur le premier, mais il est impossible de le prouver aujourd'hui. Chávez tomba malade en 2011 et mourut en 2013, laissant comme successeur Nicolás Maduro.

Après la mort de Hugo Chávez, Nicolás Maduro lui a succédé à la tête du gouvernement vénézuélien. Lors de sa première élection en 2014, il a obtenu un résultat très serré face au candidat de l'opposition. Comment expliquer ce faible score ?

Le leadership de Maduro manquait de la force nécessaire pour maintenir l'équilibre entre deux projets parallèles qui semblaient édifier un nouveau modèle interclassiste. Maduro n'était ni un homme cultivé, ni un leader ayant un ancrage social, mais un pragmatique, une sorte de Fouché (ministre de la Police de Bonaparte) qui était passé de garde du corps de Chávez en 1992 au poste de ministre des Affaires étrangères et homme de confiance. Sa seule carte de visite auprès du chavisme était d'avoir été dirigeant du syndicat du métro de Caracas (même s'il n'a jamais mené de lutte importante) et d'avoir suivi une formation politique à Cuba.

La confrontation entre les deux projets politiques a progressivement sapé l'autonomie du pouvoir populaire, qui, en étant réduit à une simple courroie de transmission du gouvernement et du parti PSUV, avait perdu sa potentialité révolutionnaire initiale. De plus, la polarisation politique avait commencé à se retourner contre les boliviens qui l'avaient promue, car la population commençait à montrer des signes de lassitude face à l'interminable affrontement entre les deux camps. La combinaison de ces facteurs se reflète dans les résultats électoraux de 2014.

Quelles étaient les bases sociales du chavisme et de l'opposition interne ? Et aujourd'hui ?

Initialement, entre 2002 et 2009, la base sociale du chavisme était fondamentalement populaire, composée de travailleurs-ses et d'une partie de la classe moyenne pauvre, tandis que celle de l'opposition était composée de la classe moyenne, de professionnel-les de haut niveau (comme celles et ceux qui avaient travaillé dans l'ancienne compagnie pétrolière PDVSA avant le coup d'État de 2002), de la bourgeoisie et des grands propriétaires terriens.

Il est nécessaire de souligner que Chávez a toujours entretenu une relation spéciale avec le peuple humble, qui le considérait comme son leader. Malheureusement, cette relation n'a pas dé-

passé les limites du caudillisme. Avec la prise de corps du projet dual du chavisme et la formation d'une bourgeoisie bolivarienne, la base sociale du projet de Chávez se transforme, car une couche de la classe moyenne supérieure, des entrepreneur-ses associé-es aux affaires et de nouveaux-elles propriétaires terrien-ses commencent à en faire partie. Cependant, le projet de pouvoir populaire est également frappé, ce qui provoque l'érosion de certains secteurs populaires vers l'opposition de droite. Aujourd'hui, la base sociale du madurisme est aussi multiclassiste que celle de l'opposition de droite, car, en résumé, les deux projets politiques expriment une conciliation de classe pour s'emparer de la rente pétrolière.

Les élections nationales de 2018, puis surtout celles de 2024, ont été très controversées dans le pays. Ces résultats montraient déjà un fort affaiblissement du mouvement bolivarien. Comment interprètes-tu cela ?

Il est impossible d'expliquer les résultats électoraux de 2018-2024 sans aborder l'émergence du madurisme comme projet distinct du chavisme. Après les élections de 2014, Maduro, sans le déclarer, mais comme le confirment les faits, décide de consacrer tous ses efforts à la consolidation de la nouvelle bourgeoisie et à la démolition du projet de pouvoir populaire, ne le

laissant subsister que dans la rhétorique politique et le nom de certaines institutions, afin de ne pas rendre cette rupture trop évidente.

Entre 2014 et 2018, Maduro se concentre sur l'écrasement des représentations politiques de la droite, en les emprisonnant et en les forçant à prendre des voies insurrectionnelles de rue, comme en 2014 (l'arrestation de Leopoldo López et de María Corina Machado), en 2017 (contre la seconde constituante) et avec l'interrègne de Guaidó (même si ce dernier est postérieur à cette période, il s'agit d'un effet de cette politique). Il intervient dans presque tous les partis de droite à partir de la cooptation d'une partie de leurs dirigeant-es, qui reçoivent en récompense la représentation juridique des partis concernés.

Maduro aborde les élections de 2018 avec des critiques et des politiques d'abstention fomentées par celles et ceux qui avaient perdu la représentation politique de leurs organisations, mais aussi par les nouveaux-elles propriétaires de ces franchises, qui travaillaient pour une cohabitation avec le madurisme. L'abstention électorale de la droite a servi à dissimuler le déclin du soutien populaire au Madurisme.

À partir de 2018, et jusqu'en 2024, Maduro entame une nouvelle phase de son projet politique en tentant de conclure un accord inter-bourgeois ➡

(entre l'ancienne bourgeoisie et la nouvelle bourgeoisie qu'il représente). Pour démontrer sa fiabilité et son abandon réel du projet populaire et socialiste, il commence à intervenir dans les partis de gauche (PPT, Tupamarcos, PCV, etc.), et crée des normes contre l'organisation syndicale, la présentation de revendications, la mobilisation et le droit d'expression, tout en rétablissant les relations avec les États-Unis.

Dans ces manœuvres, les rôles de la famille Rodríguez (Delcy et Jorge), ainsi que celui de Diosdado Cabello et de Padrino López (ministre de la Défense), sont l'élément central. Cette réorientation porte ses fruits et, à partir de 2021, Delcy Rodríguez devient l'invitée principale de la réunion annuelle de la fédération patronale FEDECAMARAS, un acteur central du coup d'État de 2002.

Par ailleurs, en 2021, les pourparlers avec le gouvernement étasunien sont annoncés, entre hauts fonctionnaires de la CIA et Maduro. Ce rapprochement se vérifiera à partir de la guerre en Ukraine, lorsque, malgré les sanctions économiques en vigueur depuis 2017, le Venezuela redevient un fournisseur fiable de pétrole pour les États-Unis. Cette politique impliquait toutefois de privilégier le flux de ressources du trésor public national en faveur des classes bourgeoises, au détriment des salarié·es (le salaire minimum *mensuel* est aujourd'hui proche de 0,4 dollar) et des conditions de vie matérielles de la population, ce qui a accru l'érosion des soutiens électoraux au Madurisme.

Toutefois, les sanctions permettaient de continuer à utiliser le discours radical pour maintenir soudée sa base de soutien même réduite. Tout cela se reflète dans les élections de 2024, où, face à la perte de sympathie électorale, le Madurisme passe d'un gouvernement autoritaire à une dictature néolibérale avec un discours de gauche.

Comment expliquer l'émigration importante de Vénézuélien·nes vers d'autres pays d'Amérique du Sud (Colombie, Pérou, Chili) ? Ces 5 millions de personnes étaient-elles des personnes défavorisées ou appartenaient-elles aux classes aisées ?

Les conditions de vie difficiles, le délabrement des services publics et la restriction des libertés politiques sont les causes de cette migration, qui touche des membres de l'opposition, du chavisme et du madurisme. Un professeur univer-

sitaire, titulaire de plus de 20 ans d'expérience et ayant publié de nombreux livres, gagne 15 dollars par mois, auxquels s'ajoutent 130 dollars de bonus, ce qui porte ses revenus à 150 dollars, dans un pays où l'inflation est élevée et où les prix des produits de première nécessité sont trois fois plus élevés que la moyenne régionale.

Le meurtre par les forces de police d'un peu plus d'une centaine de jeunes qui protestaient lors des émeutes de 2017 a incité beaucoup de gens à percevoir leur lutte comme une cause perdue et à choisir l'exil. En résumé, ce sont les conditions de vie et la perte des libertés démocratiques qui déterminent la migration vénézuélienne.

La révolution bolivarienne n'a-t-elle pas été déformée et réduite à l'échec par l'utilisation intensive des revenus pétroliers ? Pourquoi l'indépendance agricole et économique n'a-t-elle pas été atteinte durant ces années ?

Le problème vient du modèle de rentabilisation adopté par la bourgeoisie, qui favorise l'importation et pénalise la production nationale. Ce modèle n'a été dépassé ni par le chavisme ni par le madurisme; au contraire, il s'est renforcé sous leurs gouvernements. Par ailleurs, Chávez a tenté de créer une dynamique agricole en accordant des crédits et en transférant la propriété de la terre, mais cela a heurté le modèle rentier et n'a pas réussi. Cette expérience permettra peut-être un jour à la gauche de discuter et de produire une théorie sur la possibilité de construire une classe sociale depuis le pouvoir.

La défense des droits démocratiques et de la liberté n'est-elle pas également liée à la socialisation et à la planification démocratique des ressources économiques ? La critique du modèle productiviste et exportateur n'est-elle pas aussi nécessaire que la critique et la lutte anti-impérialiste ?

Bien sûr. Bien que nous écrivions et défendions l'idée de planification de base, communale et communautaire, l'héritage du socialisme réel, avec sa planification étatique centralisée depuis le gouvernement, a prédominé comme politique d'État. Cela nous amène à d'autres discussions, impossibles à développer ici, comme le parti d'avant-garde, la centralisation et le rôle des libertés démocratiques libérales dans une construction socialiste démocratique. En effet,

la critique du néocolonialisme et de l'économie dépendante n'a pas permis de dépasser le productivisme pétrolier, qui était à la base de la relation économique avec l'impérialisme. Ce sont des éléments de ce que nous appelons une révolution frustrée.

Pour l'instant, Donald Trump et son Secrétaire d'État Marco Rubio acceptent la nomination de Delcy Rodríguez à la présidence et ne proposent aucune figure de l'opposition. N'est-ce pas étrange après l'intervention du 3 janvier ? Cela confirme-t-il que l'unique intérêt des États-Unis est l'exploitation pétrolière et non un changement de régime ? N'est-ce pas le signe d'un manque de soutien populaire à l'opposition interne ?

Delcy Rodríguez, Jorge Rodríguez, Diosdado Cabello et Padrino López ne se sont pas contentés d'hériter d'un gouvernement; elle et ils ont été des acteurs essentiels du madurisme et sont coresponsables de la débâcle de ce qu'on a appelé la révolution bolivarienne. Delcy Rodríguez a été la pièce maîtresse de l'unité des bourgeoisies vénézuéliennes, alors que María Corina Machado continuait de prôner l'affrontement entre bourgeois.

Pour les États-Unis, dans la nouvelle relation coloniale qu'ils prétendent imposer à partir du 3 janvier 2026, la stabilité et le consensus bourgeois sont essentiels, et ces quatre figures peuvent les garantir. Il est encore trop tôt pour savoir si cette situation est temporaire ou si nous assistons à l'émergence d'un État hybride entre la quatrième et la cinquième république, dirigé pour l'instant par Delcy Rodríguez. Quoi qu'il en soit, la tâche centrale des révolutionnaires aujourd'hui est de dénoncer l'attaque impérialiste du 3 janvier, la violation de la souveraineté nationale, l'enlèvement extraterritorial de Maduro et de son épouse, ainsi que les tentatives d'installation d'une colonie étasunienne au Venezuela.

Le 3 janvier, Trump a déclaré qu'il gouvernerait le Venezuela à partir de ce jour et que l'administration vénézuélienne devrait exécuter ses ordres, annonçant également que les États-Unis vendraient directement le pétrole vénézuélien, ne reversant qu'une partie du montant au pays. La lutte anticoloniale commence à peine.

Propos recueillis par José Sanchez, traduction de la rédaction. Luis Bonilla Molina est un universitaire et militant vénézuélien de la tendance COMUNES

DÉFINITIONS

CARACAZO En 1989 le président social-démocrate du Venezuela Carlos Perez reprend les directives du FMI et impose un plan d'austérité drastique au pays (hausse des prix, fin des subventions, privatisations). De grandes manifestations de protestation, en particulier à Caracas, y répondent en février. Elles sont très violemment réprimées, faisant des milliers de mort-es.

CAUDILLISME Chefs politiques ou militaires qui ont conduit des guerres d'indépendance, ou qui se sont affrontés dans des guerres civiles pour diriger les nouveaux pays, ou certaines régions, en Amérique du Sud au 19^e siècle. Figures charismatiques, ces dirigeants politico-militaires incarnent un pouvoir personnel, une figure suprême et un modèle autoritaire, s'appuyant sur certains groupes de propriétaires terriens et sur l'Église, sous couvert de « libération ». Ces chefs profitaient des conséquences des guerres d'indépendance pour asseoir des ambitions personnelles et préserver les classes dominantes.

Parmi les figures les plus connues il y a celles de José Artigas en Uruguay et celle de Simón Bolívar au Venezuela. Ce dernier est aussi connu sous le nom de *liberador* (le libérateur) et a donné une figure historique et une icône pour incarner le projet politique de Hugo Chávez.

LATIFUNDISME Type de propriété terrienne issue des conquêtes impériales et coloniales, principalement cultivées ou dévolues à l'élevage. En Amérique latine, leurs grands propriétaires, les latifundistes, ont appuyé des gouvernements conservateurs et autoritaires, qui respectaient leurs possessions et qui les protégeaient par la force en cas de révoltes paysannes.

Cette oligarchie terrienne a été la base pour des coups d'État et pour appuyer les ambitions de chefs militaires afin de s'opposer à toute forme de réforme agraire.

L'article 307 de la Constitution vénézuélienne de 1999 dit expressément que le latifundisme est contraire à l'ordre social. Ce principe sera rarement appliqué.

LES PROTESTATIONS ASSIÉGÉES PAR DES ENNEMIS INTÉRIEURS ET EXTÉRIEURS

Le régime théocratique iranien a choisi une nouvelle fois de réprimer par la force et dans le sang le vaste mouvement de protestation qui s'est déroulé aux quatre coins du pays. Nous reprenons partiellement un article du collectif Roja, qui tente de tirer les premières leçons et qui dessine quelques perspectives pour le futur.

L'Iran traverse un moment décisif. La République islamique se trouve à l'un d'un points les plus faibles de son histoire, en raison à la fois des soulèvements répétés à l'intérieur du pays et des pressions internationales, notamment après le 7-October, par l'affaiblissement du soi-disant « axe de résistance ».

L'avenir du soulèvement actuel reste incertain, mais l'ampleur du mécontentement laisse présager que de nouvelles vagues de protestation peuvent surgir à tout moment. Dans ce contexte, toute intervention militaire ou impérialiste affaiblirait les luttes actuelles et donnerait plus de latitude à la République islamique pour accentuer sa brutalité contre les mouvements populaires.

Une multiplication des soulèvements populaires depuis 2017

Au cours de la dernière décennie, la société iranienne a reconstruit l'action collective politique par le « bas ». Du Baloutchistan et du Kurdistan lors du soulèvement Jina, aux petites villes du Lorestan et d'Ispahan dans la vague actuelle, des grèves générales des enseignant·es et des travailleur·ses aux manifestations des infirmières et des retraité·es, l'action politique, en l'absence de représentation officielle, s'est déplacée dans la rue, vers les comités de grève et les réseaux locaux informels.

Ces actions, bien que réprimées avec violence, restent vivantes dans la société et peuvent à tout moment contribuer à créer une force politique. Ce qui déterminera la durée et l'orientation de ce mouvement, ce n'est pas seulement l'accumulation de colère, mais la possibilité de construire un horizon politique indépendant et alternatif.

Menaces extérieures et intérieures

Cependant, les luttes pour l'émancipation en Iran sont confrontées à deux menaces parallèles : d'un côté, le risque d'appropriation ou de marginalisation par des forces de droite exilées, utilisant la souffrance du peuple pour justifier les sanctions, la guerre ou l'intervention militaire. D'un autre côté, par certains segments de l'oligarchie au pouvoir (militaro-sécuritaire ou réformiste) qui, en coulisses, cherchent à se présenter comme l'option « la plus rationnelle, la moins coûteuse et la plus fiable » à l'Occident. Une alternative issue du régime pour le réarranger sans rompre avec le système de domination, à l'image de ce que Trump tente au Venezuela. Contraindre une partie du pouvoir à céder, sans transformation structurelle.

Cette stratégie froide vise à maîtriser la colère sociale, apaiser les

tensions avec les puissances mondiales et garantir la continuité d'un ordre qui prive les peuples de leur droit à l'autodétermination.

Internationalisme et droit à l'autodétermination

Face à ces deux courants, la renaissance d'une politique internationaliste de libération est plus nécessaire que jamais. Cette perspective politique n'est pas simplement une « troisième voie » abstraite, mais un effort pour placer les luttes populaires au centre de l'analyse et de l'action : une organisation par la base plutôt que des scénarios écrits par des dirigeants autoproclamés et de fausses oppositions fabriquées de l'extérieur.

Aujourd'hui, l'internationalisme signifie reconnaître le droit à l'autodétermination des peuples tout en combattant toutes les formes de domination, intérieures

comme extérieures. Un tel bloc, pour prendre corps, doit s'appuyer sur les expériences vécues, une solidarité concrète et des ressources indépendantes.

Cela implique la participation active des forces de gauche, féministes, anticoloniales et démocratiques pour une organisation de classe large au sein de la vague de protestations, afin de reconquérir la vie et créer des horizons alternatifs de reproduction sociale. Cette organisation doit également se situer dans la continuité des luttes précédentes, notamment le mouvement « Jin, Jiyan, Azadi » (Femme, Vie, Liberté), qui a traversé l'Iran en 2022 et qui conserve un potentiel libérateur pour neutraliser simultanément le discours de la République islamique, des monarchistes et des Gardiens de la Révolution, ainsi que des réformistes rêvant d'une transition contrôlée et à une intégration dans les circuits d'accumulation dans la région.

La diaspora iranienne se trouve également à un moment particulièrement crucial : elle peut jouer un rôle dans la redéfinition d'une politique libératrice, ou, au contraire, contribuer à reproduire le dualisme épuisé de la « tyrannie interne » contre « l'intervention extérieure », perpétuant ainsi le statu quo politique. Cette position lie l'opposition à l'intervention impérialiste à une rupture explicite avec la République islamique et refuse toute justification de la répression au nom de la lutte contre un ennemi extérieur.

Article complet paru sur le site **Lundi Matin Roja** est un collectif indépendant, de gauche et féministe, basé à Paris et composé de militant·es issu·s de différents peuples du territoire iranien : kurdes, hazaras, perses...

Manifestation en soutien au peuple iranien, Paris 18 décembre 2026.





« Jamais plus », Pride trans, Londres, 26 juillet 2025

Queer

International

États-Unis

PRENDRE AU SÉRIEUX LE RISQUE GÉNOCIDAIRE ANTI-TRANS

Le 5 janvier, l'Institut Lemkin pour la Prévention du Génocide a publié un texte avertissant que des prémices de génocide contre les personnes transgenres et intersexes étasuniennes ont été constatées et risquent de s'aggraver dans un futur proche.

L' Institut Lemkin est une ONG internationale qui promeut le concept de génocide comme outil de prévention, de repérage des situations à risque et de protection des populations visées.

Une définition plus large

Les expertes qui le composent revendiquent une définition du génocide plus large que celle du Statut de Rome, en élargissant le champ des potentielles victimes aux groupes économiques, sociaux, politiques et culturels.

Pour l'instant, les crimes commis à l'encontre des populations queer ne peuvent pas être définies comme génocidaires par le droit international. Ils sont souvent mis dans des catégories plus générales, qui ne permettent pas d'appréhender la haine spécifique à leur égard, voir sont complètement ignorés dans le champ de la recherche, dans le processus de justice et dans le récit historique portant sur les génocides.

Selon les différent·es chercheuses à l'origine du texte, cette absence de protection légale ainsi que la situation de minorité numérique de la communauté trans a pour conséquence que cette dernière représente un groupe particulièrement facile à cibler et qui pourrait notamment servir à habituer et désensibiliser la population générale à la violence répressive, sans trop de résistance.

Attaque après attaque

Depuis son investiture, Trump a fait passer un nombre important de décrets et de lois concernant les personnes trans, et ce dans un contexte national déjà très marqué par les efforts, au niveau local ou juridique, des républicain·es de restreindre leurs possibilités d'existence, ainsi que par l'augmentation des violences transphobes et des suicides au sein de cette communauté.

Il s'agit, selon l'Institut, de discriminations qui ne sont pas

aléatoires, mais bien institutionnalisées et soutenues par une propagande bien organisée, dans le but concret de détruire les personnes trans, tant au niveau de leur existence en tant que groupe politique, qu'au niveau médical, historique, juridique, et individuel.

La transphobie des gouvernements n'est pas nouvelle. L'aggravation de la situation aux États-Unis est aussi le produit de la réponse molle voire inexistante des démocrates face aux nombreuses attaques. Ces dernières années, l'offensive anti-trans est devenue, au niveau international, l'un des moteurs de recrutement et de radicalisation de l'extrême droite, et ce, à plusieurs niveaux. Notamment, un grand nombre de théories du complot concernant les personnes transgenres sont relayées par des médias d'extrême droite, reprises parfois par les médias officiels. Par exemple, le « wokisme » qui contrôlerait les institutions et tenterait de

détruire la civilisation occidentale. Les femmes trans sont présentées comme dangereuses pour les enfants, les femmes cisgenres, la famille et la masculinité des hommes hétérosexuels.

En réponse, l'État démultiplie les situations et les espaces dangereux pour les personnes trans : contrôle des espaces genrés – comme le sport ou les vestiaires – incarcération des femmes trans dans les prisons pour hommes, interdictions de changer de sexe sur ses papiers d'identité.

L'État légitime la violence des acteurs non-étatiques : conservation des lois étasuniennes de « *Trans panic* » qui permettent aux personnes tuant leur partenaires d'invoquer la légitime défense, absence de loi spécifique contre la transphobie en Suisse, inaction et complicité face à l'explosion du nombre de personnes trans assassinées ou suicidées.

Enfin, l'État lui-même adopte des législations violentes. Ainsi, aux États-Unis, le gouvernement s'emploie à détruire l'existence légale, sociale et historique des personnes trans, ainsi que leurs perspectives de vies : destruction de l'accès aux soins de transition, empêchement de l'accès à la parentalité, dissolution des associations trans, disparition des mentions des personnes transgenres dans l'éducation et la recherche, ciblage par les institutions répressives, propagande d'État visant à faire passer les personnes trans comme terroristes.

Sonner l'alarme

Étant donné la définition actuelle du crime de génocide et l'inaction de nos États contre les génocides en cours, cette qualification par le Lemkin Institute ne changera pas la situation des personnes trans étasuniennes. Elle peut cependant servir de rappel aux militant·es cisgenres de l'ampleur des risques encourus par les personnes transgenres dans la situation actuelle et du danger mortel que représente la montée du fascisme pour nos communautés.

Face aux attaques contre les personnes trans, et plus largement contre l'ensemble des personnes minorisées, nous nous devons de former des solidarités concrètes, par exemple financières, juridiques, syndicales, avec les populations qui sont le plus touchées par la montée de l'extrême droite. Face à l'argumentaire fasciste, nous nous devons de tenir un contre-discours solide et radical, adossé à la solidarité !

SVR

TEST DE NAGE FORCÉE: EXPÉRIMENTATION CRUELLE ET INUTILE

La Ligue suisse contre l'expérimentation animale et pour les droits des animaux vient de lancer une campagne qui vise l'interdiction, dans les Hautes écoles suisses, du test de nage forcée. Celui-ci consiste à placer des rongeurs dans un bocal rempli d'eau afin de simuler une noyade et évaluer l'état « dépressif » des animaux, pour, finalement, en tirer des conclusions douteuses sur la dépression humaine. Entretien avec Joseph Jaccaz de la Ligue.

Pouvez-vous vous présenter, présenter la Ligue suisse contre l'expérimentation animale et pour les droits des animaux ainsi que la pétition contre la nage forcée que vous venez de lancer ?

Après 10 ans de militantisme en Suisse et en France, j'ai été élu au comité de la LSCV en mai 2025.

L'association a été créée en 1883. Elle s'attaque aux violences que notre société fait subir aux animaux, et spécifiquement à ceux qui sont exploités et tués dans les laboratoires pour la recherche scientifique.

La pétition demande l'interdiction du test de nage forcée dans les Hautes écoles suisses. Ce test consiste à plonger un rongeur dans un bocal cylindrique rempli d'eau, sans issue, aux parois totalement lisses. Pendant plusieurs minutes, il nage frénétiquement, paniqué, s'épuise, puis s'immobilise, en gardant le peu d'énergie restant pour maintenir sa tête hors de l'eau. L'expérimentateur sort alors l'in-

dividu du contenant. L'expérience est terminée. Le rat (ou la souris) sera euthanasié plus tard.

L'objectif du test est d'observer le comportement de l'animal et tenter de développer des traitements contre la dépression. Aussi appelé test de Porsolt, il est utilisé dans la recherche liée au cerveau et mesure la persévérance ou le désespoir du rongeur face à une noyade certaine, afin d'évaluer son état mental.

Non sans rappeler certaines méthodes de torture bien établies reposant sur des simulations de noyade (*waterboarding*), ce test est classé comme degré de gravité 3, le plus haut degré possible de contrainte et de stress pour les animaux, selon la classification suisse. Selon la chercheuse en neurosciences et activiste pour les droits animaux, Emily Trunnell, un test aussi peu prédictif et aussi pénible pour les animaux peut et doit être immédiatement abandonné.

Selon elle, la découverte moderne d'antidépresseurs ne repose pas sur le TNF, et ce test n'a jamais permis de prédire le succès clinique. Il n'apporte absolument rien.

Abandonner complètement l'utilisation d'animaux dans la recherche sur la dépression et adopter des données humaines et des outils basés sur la biologie humaine permettrait au contraire d'améliorer le développement de traitements efficaces.

Actuellement, le test est mené dans les universités de Lausanne et Zurich et à l'EPFL. Cela ne signifie pas qu'il ne sera pas utilisé à l'avenir dans d'autres universités. Celle de Fribourg ou l'ETH, par exemple, y avaient encore recours récemment. Ces expériences, payées par nos impôts, constituent un véritable gaspillage d'argent public. Nous avons récemment publié, sur notre site, un état des lieux de la situation en Suisse.

Comment expliquez-vous le retard de législation en Suisse quant à la maltraitance des animaux de laboratoire par rapport à d'autres pays ?

Le Fonds national suisse est comme une boîte noire : de l'argent public y rentre, mais il est difficile de voir ce qui en sort. Les "3 R" (réduire, raffiner et remplacer les expériences) sont sans cesse mis en avant comme LA solution, mais depuis 30 ans, le nombre d'animaux utilisés dans les laboratoires suisses ne diminue pas, il fluctue autour de 600 000. Et les financements pour les méthodes de remplacement sont dérisoires, comparé aux sommes allouées à la recherche ayant recours aux animaux. Nous souhaitons voir évoluer les sciences au service de tous les animaux sentients, c'est-à-dire des individus capables de ressentir des choses agréables ou désagréables.

Quels devraient être selon vous les prochains objectifs pour la LSCV ?

Nous souhaitons occuper l'espace public pour visibiliser davantage le sort réservé aux autres animaux sentients, en faire une question de justice fondamentale.

En 2023, environ 2000 individus auraient été utilisés en Suisse dans le cadre du test de nage forcée. Les scientifiques eux-mêmes admettent que cette expérience est controversée. Sa validité scientifique est remise en question depuis des décennies. Faire interdire ce test est un objectif atteignable.

Pourquoi la Gauche peine-t-elle encore à se saisir de ces problématiques ?

Le spécisme y est pour beaucoup. Cette discrimination envers les animaux non-humains est largement ancrée dans notre société. Historiquement, la gauche a privilégié la lutte contre les oppressions envers des groupes humains, telles que le racisme ou le sexisme, créant une tension entre la défense des humains et celle des autres animaux.

La cause animale est souvent reléguée au second plan, car certains·es considèrent qu'il est moins urgent d'accorder davantage de droits fondamentaux aux autres animaux que de lutter pour les êtres humains. Pourtant, selon nous, il est tout à fait possible de faire front contre toutes les discriminations. La gauche peut donc rester fidèle à son héritage humaniste tout en intégrant l'évolution des préoccupations éthiques et écologiques à ses combats.

Propos recueillis par Donna Golaz

Dans le test de nage forcée, les rats paniquent et nagent jusqu'à l'épuisement.



DÉCOUVRIR L'ANTISPÉCISME PAR-DELÀ LES IDÉES REÇUES

Dans le débat public comme dans une partie de la gauche, l'antispécisme est souvent critiqué sur des bases fallacieuses. Dans un essai très complet paru en octobre dernier, Victor Duran-Le Peuch propose d'en finir avec les idées fausses qui concernent le mouvement social qui lutte contre le spécisme.

Réduit médiatiquement à sa « radicalité » supposée ou rejeté par la gauche parce qu'il serait trop « moral » et pas assez politique, l'antispécisme est souvent décrédibilisé par des attaques sur la forme, passant sous silence le fond du discours que portent celles et ceux qu'il rassemble autour d'une cause : la lutte contre le spécisme. Le livre *En finir avec les idées fausses sur l'antispécisme* de Victor Duran-Le Peuch constitue une précieuse ressource, étayée et très pédagogique, pour s'informer sérieusement sur la question.

Les antispécistes déjà convaincu·es apprécieront le caractère synthétique du livre, mais le véritable public-cible de ce dernier est plutôt constitué de celles et ceux qui ont déjà croisé la route

de l'antispécisme, sans toujours bien comprendre de quoi il en retournait.

Spécisme ?

L'introduction définit clairement le spécisme comme une oppression structurelle des animaux non-humains par les humains, reposant sur une discrimination fondée sur l'espèce et légitimée par une idéologie qui fait passer pour « naturelle » une telle hiérarchisation.

Sur la base de cette clarification conceptuelle, Victor Duran-Le Peuch montre d'abord que l'infériorisation des animaux autres qu'humains ne repose sur aucun argument solide, mais essentiellement sur des idées fausses. S'il existe assurément des différences objectives entre espèces, rien n'oblige à ériger celles-ci en

un système massif et généralisé d'exploitation des animaux non-humains.

Partant, l'auteur s'emploie à détricoter les ressorts matériels et idéologiques de l'oppression spéciste tout en développant une robuste défense de l'égalité animale – en montrant que celle-ci n'est pas « dangereuse », ni « absurde », ni « irréalisable ». Accorder des droits aux autres animaux ne signifie pas qu'aucune distinction ne sera faite avec les humains (et que le droit de vote sera accordé aux poules...), mais consiste d'abord à faire des êtres sentients – c'est-à-dire capables d'expériences subjectives : ressentir de la joie, de la tristesse, etc – de véritables sujets juridiques, en les faisant sortir du statut d'objet que leur impose leur marchandisation spéciste et capitaliste.

Les livres qui s'attaquent aux « idées fausses » peuvent parfois rebuter certain·es lecteur·ices averti·es à cause de leur dimension trop pédagogique. Si l'ouvrage de Victor Duran-Le Peuch remplit parfaitement cette fonction introductive, il ne s'y limite absolument pas : au contraire, de riches développements sont proposés sur de nombreux sujets, comme sur le rapport entre antispécisme et écologisme, le premier étant souvent amalgamé – à tort – avec le second.

Antoine Dubiau

Victor Duran-Le Peuch est l'animateur de *Comme un poisson dans l'eau*, le podcast contre le spécisme.



Victor Duran-Le Peuch, *En finir avec les idées fausses sur l'antispécisme*, préface de Kaoutar Harchi, Paris, Éditions de l'atelier, 2025

MINORITÉS UNIES CONTRE LE SUPERPROFIT

« La différence entre eux et nous, c'est qu'ils croient que le pouvoir est dans leurs coffres, leurs bulletins de votes, leurs bureaux. Moi, je sais qu'il est dans les mains de ceux qui n'ont plus rien à perdre... »

Dans son premier roman, Karine Guignard, alias La Gale, nous emmène dans le quotidien de Raïzo, une habituée de la débrouille ayant établi domicile sous les combles d'un immeuble désaffecté de Lausanne. Pour survivre, elle s'est lancée dans le trafic de cannabis et orchestre ses livraisons via les *dead drops*, ces cachettes disséminées dans la ville permettant le partage de données hors ligne. Mais, quand une organisation anonyme la menace de la dénoncer aux autorités si elle n'exécute pas ses consignes, son quotidien bascule...

Un jeu de piste effréné à travers Lausanne, entre hacking et opérations d'infiltration, amènera Raïzo et ses amis dans une mission de sabotage au Beau-Rivage, un hôtel de luxe au bord du Léman où se réunissent les actionnaires des multinationales pour le Sommet des matières premières.

Avec justesse, l'autrice met en lumière les populations marginalisées et les réseaux d'entraide des communautés afrodescendantes pour lutter contre les violences policières. Elle mentionne également le projet eugéniste de Pro Juventute des « Enfants de la grand-route » qui visait à arracher des enfants yéniches à leurs familles dans le but de les assimiler.

En reprenant les codes du polar, La Gale dénonce l'ultra-libéralisme suisse en exposant les rouages d'un système où les multinationales privilégient le profit au détriment de l'humain et de l'environnement.

Iuna Allieux



La Gale, *Dead drop*, Lausanne, La Veilleuse, 2025

Marche pour la fin du spécisme, Genève, août 2018





Les acteurs Connor Storrie et Hudson Williams dans la série *Heated Rivalry*.

Culture À voir Queer

HUIT RAISONS DE REGARDER HEATED RIVALRY

Série à petit budget canadienne, *Heated Rivalry* est la sensation TV du moment. Mettant en scène la relation passionnée de deux joueurs de hockey sur glace dans des équipes rivales, ce succès fulgurant ne laisse personne indifférent. Voici nos huit raisons, subjectives et certainement pas exhaustives de rejoindre la team.

1 Thank you Canada!
À l'heure où la culture est touchée par l'austérité, *Heated Rivalry* (*Rivalité passionnée*) a bénéficié de financements publics qui ont donné à son créateur, Jacob Tierney, une relative liberté dans son adaptation du livre du même nom. Plutôt que de faire face à des intérêts corporatistes visant un maximum de rendement et une homogénéisation de la culture, c'est une œuvre assumée sans compromis, directement permise par des fonds pour la diversité.

2 Une adaptation de qua-li-té
À la base un livre de romance, la série assume complètement ses racines et propose une adaptation respectueuse du roman tout en prenant des libertés intelligentes.

Loin d'être honteuse de son origine, un genre le plus souvent moqué parce que populaire et féminin, tout est fait pour donner sa noblesse à la romance malgré des petits moyens : scénario bien écrit, cinématographie léchée et casting parfait. Avec seulement 37 jours de tournage, l'histoire d'amour entre Shane Hollander et Ilya Rozanov est déjà un classique.

3 Il fait chaud!
Si vous en avez déjà entendu parler, vous savez certainement que la série est sexy, très sexy. Les scènes de sexe abondent et sont explicites. En dehors de l'aspect titillant on retient surtout trois choses. La première est qu'il est encore extrêmement rare de voir du sexe

gay dans des séries ou films. La deuxième c'est l'attention particulière au consentement. La troisième, c'est que le sexe ici n'est pas gratuit mais fait partie intégrante de l'histoire. Il révèle comment les personnages apprennent à se connaître et créent une intimité. La sexualité n'est pas un but mais une partie intégrale de leur relation.

4 Deep masculinity
Ici pas de *performative male* ou de mise en scène de masculinités hégémoniques pseudo déconstruites. On voit les personnages se débattre avec leurs difficultés de communication, leur maladresse et leur manque de tact face à la vulnérabilité. Outre le rendu hyper réaliste et juste, on assiste à la construc-

tion de relations d'intimité entre des hommes, sans violence, sans darkness, mais qui restent des mecs donc qui font un peu n'importe quoi et c'est super touchant.

5 Go gays and girls
Libérés du *male gaze*, les personnages féminins de la série sont riches et intelligemment écrits. La palme à Svetlana, la meilleure amie d'Ilya, intelligente et loyale qui, sans être enfermée dans un rôle de *care*, soutient son ami avec délicatesse et détermination. On trouve une nouvelle mouture de la relation iconique et nécessaire entre un homme queer et sa meilleure pote. *Love is the highest form of friendship*.

6 Le coming-out, pas si 2008 finalement
Malgré la croissance de représentations queer dans les productions culturelles, être out reste lourd de conséquences et le *queerbaiting* de Netflix n'a pas tué l'homophobie. *Heated Rivalry* nous offre des histoires de coming out ultra romancées certes, mais encore nécessaires parce qu'elles font échos à la réalité de millions de personnes. À ce jour, aucun joueur actif ou retraité n'a fait son coming out dans la NHL.

7 Conscience féministe et public féminin hétérosexuel
Il est connu que la plupart des romances gays entre hommes sont écrites et lues majoritairement par un public sexisé. *Heated Rivalry* n'échappe pas à la règle, mais pourquoi ? La série offre le fantasme d'hommes émotionnellement disponibles sans rapports de pouvoir, fantasme loin de la réalité hétérosexuelle enfermée dans des logiques de domination et d'exploitation. *Heated Rivalry* donne un espace pour penser les relations intimes en contraste avec celles généralement présentées à l'écran.

8 La romance: un optimisme radical?
La romance est souvent considérée dans la culture légitime de gauche comme un fantasme consumériste et régressif, loin des aspirations radicales de nos politiques. Au-delà de l'évidente misogynie de cette assertion, on pourrait postuler l'inverse : désirer des connexions – peu importe leur nature – profondes, joyeuses et égalitaires dans l'ère du capitalisme tardif cynique à tendance fascisante est un geste politique fort. Parce qu'en vrai, la révolution on veut la faire aussi un peu pour ça.

Garaa Seb Zürcher

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidarités, présent avant tout aujourd’hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l’information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l’international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C’est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d’appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous !

SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!

Abonnements

- ☐ Annuel fr. 80
- ☐ Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- ☐ Soutien 150
- ☐ 3 mois à l’essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

Sommaire

- 3

Écologie
Un fonds climat qui ne suffira pas
- 4

Votations
Argent liquide, mythe et réalités
- 5

Monde du travail
Impunité patronale, avidité mortelle
- 6

Genève
La jeunesse en ligne de mire des politiques austéritaires
- 7

Vaud
Une campagne anti-austérité à tous les niveaux
- 8–10

International
Avec le peuple vénézuélien, contre l’impérialisme
- 11

International
Iran: Les protestations assiégées par des ennemis intérieurs et extérieurs
- 12

Queer
Prendre au sérieux le risque génocidaire anti-trans
- 13

Spécisme
Test de Nage forcée: expérimentation cruelle et inutile
- 14

À lire
Découvrir l’antispécisme par-delà les idées reçues
- À voir**
Huit raisons de regarder Heated Rivalry

Minorités unies contre le superprofit

EN DÉCEMBRE, ON Y AVAIT DÉJÀ RÉPONDU !

EST-CE QUE ÇA VAUD LE COUP DE FAIRE DES ÉCONOMIES SUR LES SERVICES PUBLICS ?



EST-CE QUE ÇA VALAIS LE COUP DE FAIRE DES ÉCONOMIES SUR LES SERVICES PUBLICS ?

